

Emile Mayrisch et les dirigeants de l'Arbed entre la Belgique, la France et l'Allemagne : rivalités et complicités (1918-1925)

publié IN. : M. Dumoulin (ed.), *Réseaux économiques et construction européenne / Economic Networks and European Integration, Actes du colloque de Bruxelles organisé par l'Institut d'études européennes de l'Université catholique de Louvain et la Fundación Academia Europea de Yuste, 16-18 octobre 2002*, P.I.E.-Peter Lang, Bruxelles-Berlin-New York, 2004, pp.125-143

Quoique le traité de Versailles ne touche point au statut international du Luxembourg indépendant, les contraintes politico-économiques léguées par la liquidation du conflit de 14-18 ont beaucoup fragilisé l'autonomie du pays. Son adhésion quasi obligée à l'UEBL – l'union douanière et monétaire avec la Belgique scellée en 1921/22 – représente seulement un exemple parmi d'autres qui soulignent la latitude fort restreinte d'un petit Etat désireux de vivre sa vie en conformité avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais dont les autorités ne font pas le poids dans le concert des grandes puissances. Preuve à l'appui : quand au milieu des années vingt, les efforts de stabilisation entrepris par le tandem Briand/Stresemann culminent avec la signature du pacte censé cautionner les frontières occidentales du *Reich*, le Grand-Duché est simplement ... absent !

Les maîtres de forges du Bassin minier national ont eux aussi failli être mis sur la touche. A l'approche du « *terme fatal du 10 janvier 1925* », ¹ qui coupe court aux importations sidérurgiques hors taxes à l'entrée en territoire allemand, ils revivent les vieilles angoisses des lendemains de Rethondes. Avec la fin de la politique d'exécution poincariste et le retour à la liberté commerciale en pleine période d'exacerbation de la compétition entre entreprises métallurgiques, le recouvrement de la souveraineté douanière du régime de Weimar menace de déclencher une impitoyable guerre des Konzern westphaliens d'une part, et d'autre part les fabricants lorrains, sarrois et luxembourgeois résolus à se battre pour chaque tonne d'acier à placer au Sud du Main. L'enjeu est de taille, car les répercussions de la solution apportée au problème des débouchés allemands affectent également la tenue des marchés dits de *grande exportation* devenus entre-temps vitaux pour l'industrie lourde locale.

Comment les usines du Grand-Duché vont-elles se tirer d'affaire au cours de la redoutable épreuve de force politique et commerciale qui s'annonce en matière du contingent lorrain-luxembourgeois ? Comment le directeur général des *Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange* (Arbed), Emile Mayrisch, bien que placé initialement à l'écart, finit-il néanmoins par s'assurer une place de choix dans le « Locarno » du grand capital sidérurgique ? Quitte à simplifier en éliminant une série d'explications impossibles à traiter dans un court article, il va sans dire que l'entrée en scène de celui dont la légende dorée fera le « *précurseur de la construction européenne* » ² est largement préparée et facilitée par les excellents contacts

¹ ARBED, AC.017452, Projet de note de la FEDIL [Fédération des Industriels Luxembourgeois] à l'attention de Reuter, 18.08.1924.

² Centre de Recherches Européennes (éd.), *Emile Mayrisch, précurseur de la construction de l'Europe*, Lausanne, 1967.

transnationaux noués par l'une des plus puissantes forges d'Europe au fil du lustre qui suivit la Grande Guerre.

Les réseaux du groupe Arbed-Terres Rouges

L'Arbed dispose à proprement parler de deux «circuits relationnels» qui s'enchevêtrent et se superposent pour former un vaste tissu d'«ambassades» ou d'«ambassadeurs» à l'échelle européenne, voire mondiale.

Premièrement. Les filiales et agences de vente du *Comptoir Métallurgique Luxembourgeois (Columéta)*.

Pour des raisons politiques évidentes, le Grand-Duché est, dès la mi-décembre 1918, contraint à dénoncer le *Zollverein* allemand auquel il avait adhéré depuis 1842. Du coup, la sidérurgie nationale perd son principal partenaire économique et, peu importe en fin de compte le sort des projets d'une union douanière à conclure soit avec la France, soit avec la Belgique ou éventuellement avec les deux à la fois (les trois options sont à l'époque vivement débattues dans les milieux industriels concernés), une donne générale au moins est d'office acquise : ni la III^e République ni, a fortiori, le Royaume belge ne parviendront à absorber les 2½ millions de tonnes de fontes brutes coulées dans les forges luxembourgeoises.³ En l'absence d'une demande intérieure digne de ce nom (le pays compte environ 250.000 âmes), les patrons sont donc conscients qu'il leur faudra «*aller à travers le monde, à la périphérie de la consommation*».⁴

L'Arbed est la première des forges à relever le défi. Outre une réorientation marquée de ses fabrications vers les produits finis et une compression rigoureuse des prix de revient grâce à un effort de rationalisation sans pareil, elle attaque la mise en chantier d'un organisme de vente propre aux différentes usines de son groupe. Une ébauche d'armature commerciale intégrée à l'administration centrale voit le jour au printemps 1919. Dans le courant de l'année, la question évolue cependant au fur et à mesure que l'acquisition du patrimoine industriel exploité par le groupe allemand de la *Gelsenkirchener Bergwerks AG*, sur la rive gauche du Rhin se concrétise. La reprise étant effectuée au profit de deux entreprises nouvelles – la *SA. Minière* et la *SA. Métallurgique des Terres Rouges*, dans lesquelles l'Arbed est partie prenante pour un quart à peu près du capital – le souci d'aboutir à une répartition optimale des charges financières donne vite naissance au concept d'un monopole de vente instauré en faveur d'un comptoir unique responsable de la collecte des commandes et de la diffusion des produits, à la fois des Acières Réunies et des Terres Rouges. D'où la décision de créer une société indépendante au capital entièrement souscrit par les trois établissements apparentés. C'est chose faite le 19 juin 1920.⁵

Deux semaines plus tard, le directeur-gérant de la Columéta, Hector Dieudonné, inaugure les premiers locaux provisoires du comptoir. A cette date, la centrale du Luxembourg dispose déjà de deux agences opérationnelles à l'étranger : la *Belgo-Luxembourgeoise*, fon-

³ Commission d'étude des problèmes économiques posés par la guerre et ses conséquences éventuelles, *Orientation économique du Grand-Duché de Luxembourg – Rapport général de la Commission*, Imp. Beffort, Luxembourg, 1919.

⁴ ARBED, P.XXXVI (36), Barbanson à Despret, 04.10.1921.

⁵ ARBED, AC., «Conférences des directeurs techniques», divers procès-verbaux [1919] ; ARBED, P.R-IV-3, Vente de nos produits après 1918 jusqu'à la constitution de Columéta, 09.02.1966 ; ARBED, P.58/A, Rapport du 02.06.1966.

dée dans l'immédiat après-guerre et responsable des marchés belge et congolais d'une part, et d'autre part, la filiale parisienne dirigée par André Vicaire et dotée du droit de vente exclusif dans l'Hexagone ainsi que dans toutes les colonies françaises. Deux autres agences sont sur le point d'ouvrir leurs portes. A Londres, Bernard Clasen prépare une inscription sur le registre du commerce de la *Columéta Export Company*, alors que des négociations avec Karl Heimann-Kreuser aboutissent, fin 1920, à la signature d'un contrat à long terme avec la *Artewek Handelsgesellschaft für Berg- und Hüttenerzeugnisse*. Cette dernière société avec siège à Cologne s'occupe de la diffusion des produits Columéta dans l'espace germanique. Durant les prochains mois, le réseau des succursales est complété. Il comprend vers la fin de l'année 1921 des bureaux à Rotterdam, Stockholm, Christiania, Copenhague, Rome, Vienne, Bâle, Madrid, Casablanca, Rio de Janeiro, Sao Paulo et Buenos Aires. D'autres agences en Afrique du Sud, au Proche Orient et en Asie du Sud-Est sont à l'étude.⁶

Insistons y tout de suite : le personnel cosmopolite embauché pour diriger les antennes commerciales de la communauté d'intérêts Arbed-Terres Rouges est hautement qualifié. Il dispose en outre d'excellents contacts dans les milieux d'affaires et la classe politique des différents pays dans lesquels il opère. Le Belge Hector Dieudonné est par exemple diplômé ingénieur des constructions civiles de l'université de Bruxelles. Il a débuté sa carrière auprès des forges de la *Providence* à Marchienne-au-Pont avant de devenir fondé de pouvoir, puis directeur de l'agence maritime de la *C^{te} des Minerais* à Anvers. Là-bas, il est surpris par l'invasion allemande au cours de laquelle il s'illustre comme responsable du 3^e secteur de la ville portuaire assiégée. Retourné à la vie privée en 1915, Dieudonné entreprend plusieurs voyages en Espagne en vue d'acquérir du manganèse. Il profite de ces séjours, entre autres, pour assurer la liaison des généraux Lartigue, Van der Eycken et Lamoine avec leurs familles restées en Belgique.⁷

Quant au Français André Vicaire – un ancien polytechnicien devenu professeur à l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, puis secrétaire général des aciéries de *Huta-Bankowa* en Silésie – il a lui aussi noué pendant le conflit mondial des relations fort intéressantes. Ses diverses fonctions dans l'armement lui valent sans doute de faire la connaissance de Louis Loucheur. En août 1919 en tout cas, le ministre intervient personnellement parce qu'il aimerait à tout prix que le chef de l'agence Columéta-Paris accepte de représenter la France à la *Commission Internationale des Charbons de l'Europe centrale*. Vicaire fait par ailleurs figure à la fois de porte-parole de la division sarroise de l'Arbed à Burbach au sein du Comité des Forges de Sarrebruck, et de délégué de l'usine lorraine d'Audun-le-Tiche – une propriété Terres Rouges – au sein des comptoirs français (CPS, puis OSPM). Cette double charge lui permet d'assister régulièrement à des entrevues, tant avec les leaders du Comité des Forges de France qu'avec des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay ou du ministère du Commerce à Paris, en l'occurrence Jacques Seydoux et Daniel Serruys.⁸

Pour ce qui est du Luxembourgeois Bernard Clasen et de l'Allemand Karl Heimann-Kreuser, ils ont tous les deux commencé leur vie active au service de la *Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten AG* de Bochum. Le premier assistait la direction de la forge de Differdange au Grand-Duché lorsque, en 1901, la société est absorbée par le

⁶ ARBED, AC.6712, «Belgolux» ; ARBED, AC.6714, ARBED, s[ans].c[ote]., «Columéta-Paris, Correspondance» ; et ARBED, AC.6715, «Artewek - Correspondance», Diverses pièces. Cf. aussi BARTHEL Ch., «COLUMETA». *Vu Feier an Eisen. L'aventure du premier film publicitaire de l'Arbed*, in : *Hémecht*, 2(1998), ISP, Luxembourg, pp.177-206.

⁷ ARBED, P.VII-A, Hector Dieudonné. Curriculum vitae, s.d.

⁸ ARBED, P.2, Hommage rendu à la mémoire de Monsieur André Vicaire ..., s.d. [1952].

konzern d'Hugo Stinnes. Celui-ci l'envoie, en 1907, au Royaume-Uni où Clasen établit un réseau d'amitiés utiles pour sa carrière ultérieure car, au lendemain du 11 novembre, il est abordé par l'Arbed qui est en quête d'agents influents. Clasen retourne donc à Londres pour aménager un office Columéta à Moorgate Hall. Des années plus tard, il représente les fabricants luxembourgeois de matériel de voie lourd au *management committee* de la *European Rail Makers Association* (ERMA).⁹

L'homme de loin le plus important dans le contexte qui nous occupe est cependant Heimann-Kreuser. Doté d'une solide formation dans le commerce du fer, il avait perfectionné son savoir-faire en effectuant des stages auprès d'une série d'entreprises du *Reich* et du Grand-Duché lorsqu'en 1910, Stinnes lui confie la direction des ventes de son konzern. Après la défaite des armées du *Kaiser*, l'Allemand est recruté par Mayrisch dans des circonstances qui restent à élucider. Il réorganise alors la *Artewek* de Cologne dont il fait le fer de lance commercial du groupe Arbed-Terres Rouges dans les territoires d'outre-Rhin.¹⁰ C'est à ce titre qu'il assiste aux réunions constitutives des différents *Verbände* westphaliens aménagés au tournant des années 1924/25 dans la foulée de la résurrection de la *Rohstahlgemeinschaft* (RSG). Heimann-Kreuser y retrouve une vieille connaissance : le directeur général de la *Phoenix AG.*, Ernst Poensgen, en passe de devenir à l'époque un des principaux émissaires de la Ruhr associés aux négociations du traité de commerce franco-allemand.¹¹ Ce contact – nous en reparlerons – s'avérera particulièrement heureux pour Mayrisch et l'Arbed.

Deuxièmement. Les parts étrangères dans le capital des usines luxembourgeoises et les «solidarités» transfrontalières qui en résultent.

Ces liens complexes ne vont pas toujours sans poser des problèmes. Tel est le cas en particulier des rapports entre l'Arbed et plusieurs des sociétés françaises associées à la Minière et Métallurgique des Terres Rouges. Les *De Wendel* à Hayange, les *Forges de St.-Etienne* ou les aciéries de *Châtillon-Commentry* ont à vrai dire d'emblée conçu leurs prises de participations au Grand-Duché soit comme un placement destiné à caser leurs excédents de trésorerie, soit comme une affaire pour gagner des à-côtés en écrémant le marché belgo-luxembourgeois et la part des producteurs UEBL dans les grandes exportations. Ils ne sont en revanche pas prêts à investir des fonds supplémentaires afin de financer l'expansionnisme industriel recherché par leur partenaire de l'Arbed. Il s'ensuivent des frictions qui se développent dès 1921/22 et qui aboutissent, trois années plus tard, en marge des négociations internationales entre sidérurgistes, à une rétrocession de leurs parts sociales aux *Etablissements Schneider et C^{ie}*. Eugène II du Creusot et son directeur général, Jules Aubrun, sont de ce fait les seuls vrais alliés fiables des Grand-Ducaux, d'autant plus qu'au lendemain de la guerre, Schneider avait profité de la reprise des installations de la Gelsenkirchener pour acquérir 10.700 titres Arbed, soit *grosso modo* 10% du capital de la forge luxembourgeoise. Grâce à leurs grandes et petites entrées auprès des pouvoirs publics en France, les Creusotins constituent en quelque sorte le bras prolongé de l'agence Columéta à Paris.

Les relations avec les confrères de Wallonie sont non moins problématiques. Certes, les deux tiers à peu près des actions de l'Arbed se trouvent entre des mains belges ; le président du conseil d'administration, Gaston Barbanson, un petit-fils du gouverneur Victor Tesch de la puissante *Société Générale de Belgique* (SGB), est citoyen du Royaume. Ledit institut

⁹ *Revue Technique Luxembourgeoise*, 3(1946), pp.50-51.

¹⁰ ARBED, s.c., «M. Heimann-Kreuser», Diverses pièces, 1952-1953.

¹¹ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 28.04.1925 et 20.07.1925.

de crédit avait d'ailleurs naguère été la banque privilégiée des Aciéries Réunies, ... jusqu'à ce que, en 1914, une querelle éclate au sujet d'une grosse émission d'obligations. L'Arbed s'abouche alors avec la grande concurrente de la SGB, la *Banque de Bruxelles*.¹² Les tensions s'amplifient à la fin de la guerre. Le numéro un de la SGB, Jean Jadot, de connivence avec certains sidérurgistes du Liégeois et du Hainaut, en l'occurrence Gustave Trasenster d'*Ougrée-Marihaye* et Léon Greiner de *Cockerill*, entendent en ces temps-là partir à la «*conquête économique du Grand-Duché*». ¹³ En les laissant faire, les gisements métallifères du pays auraient été mis en coupe réglée ; ses forges auraient été réduites à l'état de simples fournisseurs d'aciers bruts à la merci des nombreux transformateurs belges. Bref, le Bassin minier national aurait été transformé en une espèce d'«arrière-cour» de la métallurgie wallonne ! Cette perspective n'est bien entendu ni du goût des Luxembourgeois ni des Français. Aussi ces premiers, moyennant l'appui de ces derniers, gardent-ils les Belges à distance, tantôt en sabotant leurs projets de s'emparer de participations majoritaires dans la fortune industrielle aliénée par la Gelsenkirchener et la Deutsch-Luxemburgische, tantôt en différant les pourparlers de l'union douanière UEBL jusqu'à ce que les actes notariés avec les ex-propriétaires allemands soient conclus. Bon gré mal gré, la SGB et Ougrée doivent par conséquent se contenter d'un rôle après tout secondaire dans la *SA. des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange-St.Ingbert-Rumelange* (Hadir) fondée en février 1920 par le groupe lorrain des *Aciéries de Rombas* pour absorber le patrimoine cédé par Stinnes.

La rivalité se double en outre d'une sérieuse dispute entre maîtres de forges de part et d'autre des Ardennes à propos des coûts de transport facturés par les chemins de fer de l'Etat belge. Par crainte de voir les entreprises compétitives du Grand-Duché enlever aux usines souvent vieilles et moins performantes du Royaume une bonne partie des commandes rémunératrices du marché intérieur belge, Trasenster, Greiner et consorts déclenchent en décembre 1920 une campagne de presse assez véreuse. Ils y attaquent simultanément les patrons luxembourgeois accusés d'être des «enrichis de la guerre» et, indirectement, leur propre gouvernement auquel ils reprochent de mettre en péril la survie de l'industrie lourde nationale. Les ministres à Bruxelles sont pris au dépourvu. Afin de s'en sortir, ils se rabattent finalement sur des tarifs ferroviaires préférentiels accordés aux expéditions de certains produits en provenance et à destination des usines wallonnes, mais qu'on refuse – malgré l'égalité de traitement reconnue *expressis verbis* par les négociateurs du traité UEBL – de reconnaître également aux entreprises du Grand-Duché.¹⁴ Il en naît un litige qui, pendant les huit prochaines années, envenime le climat belgo-luxembourgeois à tel point qu'une coopération entre les deux groupements sidérurgiques nationaux est quasi impossible et ce, en dépit du bénéfice que les uns et les autres eussent pu tirer d'une défense solidaire de leurs intérêts communs face aux grandes puissances économiques. Combien ces rixes personnelles entre Trasenster et Mayrisch ont affaibli la position des producteurs du Royaume et du Grand-Duché ressort particulièrement des trois tentatives lancées entre l'hiver 1921/22 et le printemps de l'année 1925 dans l'intention de réanimer le cartel international des rails : le directeur général de l'Arbed ne participe à aucune des entrevues, entre autres parce que son amour-propre lui interdit de s'asseoir à la table de négociation ensemble avec son rival d'Ougrée, la bête noire par excellence de l'Arbed ! Pire ! Au lieu de conjuguer leurs efforts à ceux

¹² CHOMÉ F., *Arbed. Un demi-siècle d'histoire industrielle. 1911-1964*, Luxembourg, 1964, pp.52-63 ; et KIEFFER M., *La reprise du potentiel industriel de la société Gelsenkirchen et la constitution du groupe Arbed-Terres Rouges (1919-1926)*, in : *Les années trente*, numéro spécial de la *Hémecht*, 1996, pp.69-97.

¹³ Expression empruntée au gouverneur Jean Jadot de la SGB. Cf., BRION R. et MOREAU J.-L., *La Société Générale de Belgique. 1822-1997*, Fonds Mercator, Anvers, 1998, p.261.

¹⁴ MAEB [Ministère des Affaires étrangères belge], B.21, Diverses coupures de presse, décembre-février 1920 ; et ANL, ARBED, AC-Co-1, Bulletin quotidien de la Columéta, N°359, 27.12.1920.

des Français pour faire front aux quotas démesurés revendiqués par les lamineurs britanniques et américains, Belges et Luxembourgeois se livrent – devant leurs concurrents – au spectacle désolant de leur désunion totale !¹⁵

Pourtant, à l'approche de l'expiration du régime quinquennal instauré par l'article 268 de Versailles en faveur du contingent lorrain-luxembourgeois de produits sidérurgiques drainés vers l'Allemagne en franchise des droits de douane, l'Arbed escompte, du moins au départ, trouver une solution à ses expéditions outre-Rhin moyennant l'appui du gouvernement de Bruxelles.

Les réseaux en action : entre la médiation et le chantage

Différents indices portent effectivement à croire que Mayrisch, à l'encontre de la plupart des sidérurgistes de l'Hexagone, ne brigue pas *a priori* une banale reconduction des dispositions transitoires introduites, en 1919, par la conférence de paix. Au lieu d'un contingent temporaire, il préfère une solution durable assise sur la *clause de la nation la plus favorisée* et des tarifs douaniers modérés à insérer dans le futur traité de commerce entre l'UEBL et l'Allemagne.¹⁶ Ses desiderata se heurtent hélas à deux obstacles majeurs. D'un côté, un accord de l'espèce aurait désormais multiplié les envois sidérurgiques luxembourgeois en terre germanique, sans pour autant fournir un avantage équivalant aux aciéristes wallons. D'un autre côté, il y a fort à parier que le ministère de l'économie à Berlin se serait aussitôt emparé de la concession reconnue aux Grand-Ducaux pour quémander en contrepartie certaines faveurs aux dépens, essentiellement, de l'économie belge. Ce double sacrifice, le Premier ministre Georges Theunis n'est point prêt à le consentir, malgré d'ailleurs ses excellentes relations personnelles avec le président Barbanson de l'Arbed. (Les deux hommes – ils se connaissent probablement déjà depuis leur exil en France pendant la Grande Guerre – se rencontrent régulièrement chez le gérant Jean Delori de la *Clouterie et Tréfilerie des Flandres*, une des nombreuses participations étrangères de l'Arbed. Or, Delori est un ami intime de Barbanson tout en étant le beau-frère de Theunis qui, soit dit en passant, deviendra après la chute de son cabinet administrateur de la forge luxembourgeoise).¹⁷ Bruxelles se contente donc d'élaborer avec les Allemands un *modus vivendi* dont les rudiments d'entente générale ne tiennent aucun compte des quatre volontés exprimées par la sidérurgie du partenaire UEBL.¹⁸

Faute de mieux, Mayrisch cherche dès lors aide et assistance en France. Une première occasion de s'aboucher avec le Comité des Forges et les pouvoirs publics de la III^e République se présente dans le cadre des négociations commerciales germano-françaises, démarrées à la fin de l'année 1924. Ernst Trendelenburg, le secrétaire d'Etat au *Reichswirtschaftsministerium* dépêché à Paris, aimerait aboutir à la conclusion rapide d'un accord de principe provisoire à base d'une réduction maximale des droits de douane.¹⁹ Les magnats de la Ruhr s'y opposent farouchement. Ils jouent sur le temps et aspirent à se servir du recouvrement

¹⁵ BARTHEL Ch., *Bras de fer. Les maîtres de forges belges et luxembourgeois et les difficiles débuts de l'UEBL*, à paraître [2006].

¹⁶ ARBED, AC.017452, Note de la FEDIL sur le traité de commerce à conclure entre l'UEBL et l'Allemagne – Industrie sidérurgique, 02.08.1924.

¹⁷ ARBED, AC.553, Barbanson à Delori, 11.04.1924 ; et FINARBED, s.c., «Relevé des administrateurs», 28.07.1949.

¹⁸ SUETENS M., *Histoire de la Politique commerciale de la Belgique depuis 1830 jusqu'à nos jours*, Ed. de la Librairie Encyclopédique, Bruxelles, 1955, p.216.

¹⁹ POHL K.-H., *Weimars Wirtschaft und die Außenpolitik der Republik. 1924-1926. Vom Dawes-Plan zum Internationalen Eisenpakt*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1979, p.32.

de la souveraineté économique allemande pour cloisonner le débouché intérieur national sur lequel les différents *Verbände* affiliés à la *Rohstahlgemeinschaft* exerceraient dorénavant un contrôle quasi absolu. Entendons-nous bien : Fritz Thyssen et consorts n'excluent pas d'emblée les livraisons en provenance de la Lorraine et du Luxembourg dont, en réalité, ils ont besoin pour ravitailler les consommateurs en Allemagne méridionale. Voilà pourquoi ils proposent aux Français d'enlever une partie de leurs excédents à des prix fob-Anvers et de les diffuser au Sud du Main, étant entendu que la vente s'effectuerait par l'intermédiaire des comptoirs westphaliens. Cette dernière clause est des plus importantes, car elle autoriserait la RSG à céder le matériel étranger aux prix intérieurs allemands, plus élevés. Le gain réalisé permettrait ainsi d'alimenter les fonds dans lesquels on puiserait à la fois les primes nécessaires au maintien des prix dumping pratiqués par la Ruhr sur les marchés internationaux et les bonifications versées aux transformateurs nationaux sur les produits destinés à l'exportation. D'où aussi le fameux «protocole AVI»²⁰ du 18 décembre 1924. Passé aux bords de la Seine entre les porte-parole de la RSG et les représentants de l'industrie mécanique allemande, l'accord garantit à ces derniers des quantités suffisantes de matières brutes à des conditions «intéressantes», ... sous réserve qu'ils se soumettent aux règles des *Verbände* ! Le marchandage était censé rester secret. Et pour cause, puisque Thyssen a l'intention de conférer à son offre d'achat des tonnages lorrains «l'apparence d'une concession à faire à la France», plutôt que de dévoiler à ses interlocuteurs français que la Ruhr, talonnée par la communauté des dénatureurs du *Reich*, ne saurait en définitive se priver du contingent !

Jusqu'à nos jours, l'historiographie admet que le contenu du pré-contrat AVI aurait été ébruité en France seulement à la suite des révélations faites par le journal *Temps* dans son édition du 27 janvier 1925.²¹ Les archives des Aciéries Réunies nous apprennent une version différente. A Luxembourg, on est au courant bien avant les fêtes de Noël de 1924 ! Georg Zapf de la câblerie *Felten & Guillaume* de Cologne – une filiale Arbed – en parle à Mayrisch dans un courrier daté du 20 décembre. Il vient de s'entretenir avec son camarade Hermann Bücher, un conseiller économique de la *Wilhelmstrasse*, qui avait accompagné Trendelenburg et la délégation des industriels allemands à Paris.²² Quatre jours plus tard, l'information est confirmée par Heimann-Kreuser. Il a rencontré le compagnon d'un grossiste de Karlsruhe, qui a assisté la veille à une rencontre convoquée à Berlin et lors de laquelle le problème des consommateurs d'acier a été débattu ensemble avec les patrons de la Ruhr, les envoyées du gouvernement et plusieurs membres du *Reichswirtschaftsrat*.²³ La nouvelle fait depuis lors son chemin. Vicaire est initié. Il touche de Mayrisch une «*Note sur les projets de l'industrie lourde allemande*»²⁴ qu'il doit remettre à Aubrun du Creusot. «*Elle [la note] l'a vivement intéressé et il a pu en faire état ce matin même [7 janvier 1925] dans une réunion des experts du Comité des Forges*».²⁵

Le tuyau refilé à de la rue de Madrid est froidement calculé. Dès que les Luxembourgeois sont prévenus des manèges de la Ruhr, Mayrisch choisit «*d'engager le combat contre le lion westphalien*»*.²⁶ Les cadres supérieurs de l'Arbed sont en fait bien déterminés à l'épo-

²⁰ *Arbeitsgemeinschaft der Eisen Verarbeitenden Industrie* – Communauté de travail des industries transformatrices de l'acier.

²¹ NOCKEN U., *International Cartels and Foreign Policy : the Formation of the International Steel Cartel, 1924-1926*, IN. : WURM C. (éd.), *Internationale Kartelle und Außenpolitik*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1989, p.56.

²² ARBED, AC.7501, Zapf à Mayrisch, 20.12.1924.

²³ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 24.12.1924.

²⁴ ARBED, AC.7501, Note sur les projets de l'industrie lourde allemande, s.d. [fin décembre, début janvier (au plus tard : 5 ou 6 janvier) 1925].

²⁵ ARBED, AC.7501, Courrier «confidentiel» de Vicaire à Mayrisch, 07.01.1925.

²⁶ ARBED, AC.7501, Zapf à Mayrisch, 20.12.1924, op.cit.

que, sinon à faire échouer, du moins à saper les desseins hégémoniques des grands Konzern d'outre-Rhin en essayant de faire barrage à leur tentative d'instaurer un monopole absolu en Allemagne. Le «*meilleur moyen*» d'y parvenir «*consiste à faire intervenir les consommateurs allemands auprès de leur Gouvernement*». ²⁷ Sans perdre une minute, différentes actions sont lancées à cet effet. Zapf se charge de mettre sur pied une alliance des industries transformatrices des centres de Cologne et d'Aix-la-Chapelle. Il escompte en outre gagner l'appui du rédacteur des colonnes commerciales de la *Kölnische Volkszeitung*, avec qui il a déjà pris un rendez-vous. Heimann-Kreuser pour sa part mobilise ses «*amis d'Allemagne du Sud*»* ainsi que les représentations gouvernementales wurtembergeoise, badoise et bavaroise à Berlin. Chiffres à l'appui, il les renseigne sur les prix des fers importés du Luxembourg, de la Sarre et de la Lorraine d'une part, et d'autre part ceux, moins avantageux, pratiqués par les organismes de la Ruhr, en espérant par là démontrer à ses interlocuteurs qu'ils sont en passe de faire une grosse erreur s'ils écoutent les défenseurs du protocole AVI. ²⁸ Mais les moyens de propagande de l'Arbed sont après tout assez modestes. Mieux vaut donc y associer les exportateurs français afin qu'ils fassent de leur côté des efforts similaires auprès de la clientèle allemande. Finalement – telle est vraisemblablement la raison principale qui pousse Mayrisch à alerter le Comité des Forges – le Luxembourgeois, guidé par ses propres intérêts, veut empêcher les homologues français de devenir victimes d'une embûche préparée par les capitaines de la métallurgie westphalienne.

Si l'impact réel des différentes actions fomentées par l'Arbed est difficile à mesurer, il est néanmoins manifeste que sa coopération avec les producteurs de l'Hexagone s'avère très tôt décevante. Une première cause de frictions se dégage de l'attitude du président du Comité des Forges, Léon Lévy, au sujet du contingent à réserver aux cinq grandes aciéries sarroises. Sans être qualifié pour parler au nom de celles-ci, Lévy, en complicité avec François De Wendel (fait plutôt rare, mais cette fois au moins, les deux chefs d'entreprises partagent les mêmes idées), a orienté les responsables du ministère du Commerce parisien en ce sens que la France demanderait un contingent unique pour elle et les Sarrois, comme quoi «*la répartition entre les usines [serait] une affaire d'ordre intérieur, dans laquelle les négociateurs allemands n'avaient pas à entrer*». Il se trouve toutefois que

«*la prétention du CFF [Comité des Forges de France] de vouloir s'interposer entre les maîtres de forges sarrois et les maîtres de forges allemands, pour ce qui concerne le contingent, avait été repoussée à l'unanimité par les forges sarroises et le CFF paraissait l'avoir abandonnée. Nous constatons aujourd'hui que ce n'était qu'une feinte. L'assertion de M. Lévy au sujet d'un soi-disant accord entre les forges françaises et sarroises [...] est inexacte*» !²⁹

Vicaire sait ce dont il parle. Il avait assisté aux réunions franco-sarroises aux cours desquelles les patrons du bassin de Sarrebruck s'étaient défendus corps et âme contre leurs collègues français dont les manœuvres ont de toute évidence pour «*but de dévier sur la Lorraine une partie des sacrifices que l'Allemagne est disposée à faire en faveur de la Sarre*». ³⁰ La mesure se justifierait, à la limite, pour les trois entreprises de Dillingen, Brebach et Neunkirchen qui appartiennent pour 60% du capital social aux groupes de *Rombas*, de *Pont-à-Mousson* et de *Nord et Lorraine* ; pour la succursale des Aciéries Réunies à Burbach, elle est

Les citations marquées du symbole * sont des traductions de l'original en langue allemande.

²⁷ ARBED, AC.7501, Meyer au GISL [Groupement des Industries Sidérurgiques Luxembourgeoises], 20.01.1925.

²⁸ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 28.04.1925.

²⁹ ARBED, AC.7501, Vicaire à Mayrisch, 03.01.1925.

³⁰ ARBED, AC.7501, Bommelaer à Laurent, 03.01.1925.

cependant inacceptable d'autant plus qu'en noyant les intérêts de la sidérurgie sarroise dans ceux des forges lorraines, la France n'aurait plus guère besoin de se soucier du sort des usines du Grand-Duché. Grâce à deux contingents séparés, l'Arbed pourrait en revanche exploiter sa position dominante en Sarre et l'utiliser comme gage pour obtenir également un quantum respectable au profit des ses sites luxembourgeois ! Aussi Mayrisch et Vicaire soutiennent-ils l'importante délégation du gouvernement et des chambres professionnelles de Sarrebruck qui est envoyée, en mars 1925, aux bords de la Seine pour protester contre les menées de Lévy et De Wendel.³¹ Le directeur politique du ministère du Commerce, Serruys, n'a alors guère le choix : la perspective peu encourageante d'une extension de la zizanie franco-sarroise en pleines négociations avec les Allemands l'amène à rappeler à la raison les chefs de la rue de Madrid.³²

Mayrisch demeure sceptique. L'évolution du dialogue repris quelques jours plus tard entre les barons du fer de l'Hexagone et les magnats de la Ruhr lui donne d'ailleurs raison. Certes, les Grand-Ducaux sont invités à rallier une commission mixte franco-luxembourgeoise constituée exprès pour évacuer différents travaux préparatoires en rapport avec les modalités techniques qui sont supposées régir les futures importations en Allemagne. Le groupe d'experts a pour mission essentielle d'instruire *«les formules de prix»* à retenir comme base de discussion lors des négociations officielles que – justement – la rue de Madrid entend jalousement mener seule avec les Westphaliens !³³ L'exclusion des Luxembourgeois (et des Sarrois) inquiète l'Arbed à plus forte raison que la méfiance réciproque et les ressentiments inspirés par le revanchisme entretiennent entre Français et Allemands une atmosphère de suspicion qui rend leur dialogue extrêmement difficile. Le malaise général est en plus renforcé par les tonnages excessifs revendiqués par le Comité des Forges et l'entêtement de Thyssen qui réclame une adhésion française aux cartels allemands pour le contingent, mais dont les Français ne veulent pas entendre parler. En d'autres termes, les débats bilatéraux menacent à tout moment d'aboutir dans une impasse en sorte que, faute d'une entente entre industriels, on doit donc s'attendre à ce que les cols blancs des ministères à Berlin et à Paris récupèrent le dossier jusqu'ici abandonné à l'initiative privée. *«Or, cette voie comporte un certain risque pour le Luxembourg, attendu que les 2 gouvernements [français et allemand] ne se soucient guère du Luxembourg»*.³⁴

La crainte de retomber dans l'isolement incite Mayrisch à prendre les devants. En marge d'une conférence des lamineurs de rails réunis dans la capitale française, le 29 mai 1925, il a une *«longue conversation»* avec Thyssen et Poensgen.³⁵ Le Luxembourgeois et le benjamin de la dynastie des Thyssen se connaissent. En 1922 par exemple, ils avaient traité ensemble une affaire d'échange de minerais contre du charbon à gaz. A l'époque, le patron allemand avait même caressé l'idée d'asseoir son trafic commercial avec le consortium du Grand-Duché sur des assises plus solides. Il avait offert de relier ses cokeries à Hamborn aux fours et aux centrales électriques des installations Arbed-Terres Rouges du bassin d'Aix-la-Chapelle

³¹ ARBED, AC.7501, Comité des Forges de la Sarre à Victor Rault, 05.03.1925 ; et Note [de Vicaire] pour M. Mayrisch, 12.03.1925.

³² ARBED, AC.7501, Rapport «très confidentiel» de Vicaire sur la conférence [des maîtres de forges français et sarrois] avec Mr. Serruys, 17.03.1925.

³³ HADIR, 1.m.1, Procès-verbal de la réunion du 10 Avril 1925 entre les métallurgistes lorrains et luxembourgeois.

³⁴ HADIR, 1.m.1, GISL. [Propos tenus par Mayrisch lors de la] Séance du 16 juin 1925, préliminaire à la réunion du même jour entre métallurgistes lorrains, sarrois, luxembourgeois et allemands pour le contrat d'échange de produits métallurgiques (tractations franco-allemandes).

³⁵ ARBED, AC.7501, Mayrisch à Vicaire, 02.06.1925.

au moyen d'un gazoduc «*long de 120 à 130 kilomètres*»*.³⁶ Quant à Poensgen, nous ne savons pas s'il a rencontré Mayrisch pour la première fois à Paris, ou si les chemins des deux métallurgistes se sont déjà croisés auparavant. Il n'empêche, les racines de la famille de Poensgen (ses ancêtres entretenaient plusieurs forges dans l'Eifel toute proche de la frontière grand-ducale), ainsi que le tempérament posé et conciliant du chef de la Phoenix AG. ont dû contribuer à détendre l'atmosphère. Mayrisch finira vite par établir avec lui une «*relation étroite qu'on peut assurément qualifier d'amicale*»*.³⁷

L'aparté germano-luxembourgeois marque un tournant décisif. Il donne naissance à une première esquisse du *Privatabkommen* qui réglera

«*l'approvisionnement de nos [groupe Arbed-Terres Rouges] usines rhénanes, c.à.d. Felten & Guillaume, Eschweiler et Terres Rouges.*³⁸ *D'après cette proposition, nous serons autorisés à fournir aux dites usines [...], un tonnage pouvant aller jusque [sic] 200.000 tonnes de demi-produits.*³⁹ *Sur ce tonnage, ils [cartels allemands] nous ristourneraient 50% des droits d'entrée. Il est entendu en plus que les quantités que nous pourrions introduire en admission temporaire, c.à.d. sans droits, seront déduites des 200.000 tonnes. Ils auront donc un avantage, [...], à ce que le Gouvernement allemand nous facilite dans la mesure du possible l'entrée en admission temporaire. Moyennant cette concession, nous renonçons pour la durée de l'accord à construire en Rhénanie une nouvelle usine ou à remettre en marche notre aciérie Thomas d'Aix.*

Il est bien entendu, et le patron de l'Arbed «*insiste tout particulièrement*» là-dessus, que c'est un accord

«*qui est intervenu non pas entre les usines luxembourgeoises et le syndicat allemand, mais entre ce dernier et les consommateurs rhénans qui sont Felten & Guillaume, Eschweiler et Terres Rouges-Eschweiler, au nom desquels j'ai [Mayrisch] traité. Cette combinaison, qui implique des concessions réciproques tout-à-fait [sic] en dehors des tractations en cours entre Allemands, Lorrains, Sarrois et Luxembourgeois, ne saurait donc être invoqués [sic] par ces derniers.*».⁴⁰

La clause spéciale revêt une importance capitale du point de vue juridique. Elle doit prémunir la *Rohstahlgemeinschaft* contre toute prétention analogue émanant d'autres firmes non-allemandes. En même temps, elle fournit aux établissements des Aciéries Réunies et des Terres Rouges la garantie que le *Privatabkommen* n'annulera pas le quantum sollicité par eux, ensemble avec les autres forges du Grand-Duché, dans le cadre élargi du contingent brigué par les producteurs de l'ancien Sud-Ouest.⁴¹

A l'inverse, il est toutefois clair qu'en dépit du cloisonnement formaliste des deux matières soi-disant indépendantes, le tour de valse de Mayrisch avec les dirigeants de la RSG a forcément dû avoir des conséquences sur les pourparlers généraux en cours. On doit d'ailleurs supposer que le désir d'influencer le dialogue franco-allemand représente après tout un

³⁶ ARBED, AC.017635, Vehling à Mayrisch, 13.03.1922.

³⁷ Information fournie par le Dr. Horst Wessel.

³⁸ L'idée du pacte privé était venue à Heimann-Kreuser qui, en cherchant une solution viable pour assurer le ravitaillement en matières brutes des filiales entretenues par les Grand-Ducaux dans les centres d'Aix-la-Chapelle et de Cologne, s'était souvenu d'un accord spécial passé jadis, en 1904, entre le *Stahlwerks-Verband* et les usines Krupp.

³⁹ Le quantum sera par la suite ramené à 175.000 tonnes.

⁴⁰ Mayrisch à Vicaire, 02.06.1925, op.cit. ; et ARBED, AC.7501, Thyssen à Mayrisch, 08.06.1925.

⁴¹ La notion de «bassin du Sud-Ouest» couvre l'espace sidérurgique puissamment intégré de la Sarre, du Luxembourg et de la Lorraine mosellane des temps lorsque les trois territoires faisaient partie du *Zollverein* allemand.

des buts, sinon le but par excellence recherché par les deux parties. En prenant une espèce de pré-option ferme en faveur d'un arrangement à l'amiable entre fabricants, Mayrisch ne vient-il pas par son action individuelle de donner à la question sidérurgique européenne une orientation nouvelle qui inaugure le «*début d'une coopération internationale appelée à former le pont qui mènera à une entente sur toute la ligne*»* ?⁴² Le directeur luxembourgeois n'entend du reste «*nullement cacher*»⁴³ aux Français l'essence du contrat privé. Il s'empresse au contraire d'initier les principaux leaders du Comité des Forges car, ce faisant, ne les contraint-il pas à imiter son exemple tout en lui reconnaissant par surcroît un rôle pilote dans l'illustre ronde des métallurgistes franco-allemands qui, jusqu'à présent, siégeait toujours à l'exclusion des Grand-Ducaux parce que la rue de Madrid et l'administration de la III^e République désiraient garder la haute main sur le dossier ? Mayrisch possède désormais un «argument» de taille pour s'interposer. La menace latente que l'Arbed pourrait parfaire l'accord sur ses trois filiales rhénanes en pactisant avec les cartels westphaliens afin de régulariser l'ensemble des questions germano-luxembourgeoises pendantes, est suffisamment sérieuse pour inciter les producteurs de l'Hexagone à s'accommoder *nolens volens* de l'intrusion d'une entreprise étrangère dans un débat qu'ils entendaient mener à leur guise.

Quinze jours plus tard, sur la demande de Thyssen, et grâce au soutien d'Aubrun, respectivement du secrétaire général du Comité des Forges de Sarrebruck, Arthur Bommelaer, un ami intime de Vicaire (!), la chambre syndicale de la métallurgie française accepte enfin une conférence internationale en territoire «*neutre*». Le rendez-vous est pris pour le 16 juin au siège de l'Arbed. Il débouche sur le *Compromis de Luxembourg* qui excelle par la modération des exigences lorraines, sarroises et grand-ducales. Avant même l'assemblée plénière, Mayrisch s'est en effet érigé en «compresseur des quotas». Il a évidemment le jeu facile lorsqu'il demande des sacrifices aux forges voisines car, par suite du *Privatabkommen*, la coupe sombre qu'il effectue au niveau des tonnages à expédier en Allemagne touche assez peu sa propre société. Soit, avant l'arrivée des plénipotentiaires de la RSG vers 10 heures du matin, il a réussi son tour de force : dans une réunion préliminaire entre les trois groupes de l'ancien bassin du Sud-Ouest, il rabaisse à 1.550.000 tonnes le contingent sollicité, alors qu'une heure auparavant, Français et Sarrois avaient encore revendiqué 1.875.000 tonnes rien que pour eux !⁴⁴ Sans entrer dans les détails de l'accord à quatre conclu le 16 juin – ceci n'est pas le propos de la présente contribution – retenons simplement qu'à partir du second semestre de l'année 1925, le consortium Arbed-Terres Rouges mise de plus en plus ostensiblement sur les Allemands. Cela ressort notamment du comportement affiché par Mayrisch dans la foulée de l'«*arrangement de la Sarre*» passé entre Paris et Berlin, le 12 juillet 1925.⁴⁵

D'après les dossiers personnels de Mayrisch, il paraît que ledit statut sarrois est en dernière analyse le fruit de la «*mauvaise foi*»⁴⁶ de Serruys et des frères De Wendel qui s'efforcent à torpiller l'accord privé de Luxembourg ou plutôt, à lui substituer une convention gouvernementale qui permettrait à la sidérurgie française de profiter au mieux des avantages retenus par le compromis du 16 juin, sans en admettre les inconvénients.⁴⁷ D'aucuns à la rue de Madrid escomptent à vrai dire se débarrasser d'une partie de leurs charges financières

⁴² ARBED, AC.7501, Poensgen à Mayrisch, 17.08.1925.

⁴³ Mayrisch à Vicaire, 02.06.1925, op.cit.

⁴⁴ ARBED, AC.017453, GISL. Séance du 16 juin 1925 ; et HADIR, 1.m.1, Compte rendu [de Lemaire] de la réunion du 16 juin 1925 entre les délégués des Industries Métallurgiques Françaises, Sarroises, Luxembourgeoises et Allemandes en vue de se mettre d'accord sur les exportations de produits métallurgiques en Allemagne.

⁴⁵ ARBED, AC.7501, Arrangement conclu entre la France & l'Allemagne au sujet des échanges commerciaux du Territoire du Bassin de la Sarre avec l'Allemagne, 11.07.1925.

⁴⁶ ARBED, AC.7501, Vicaire à Mayrisch, 15.09.1925.

⁴⁷ ARBED, AC.7501, Vicaire à Mayrisch, 31.08.1925 ; et Heimann-Kreuser à Mayrisch, 12.09.1925.

aux dépens des industriels du bassin de Sarrebruck en les obligeant de ristourner aux aciéries lorraines entre 20 et 25% du «bénéfice» réalisé par eux sur la franchise douanière reconnue aux produits sarrois à l'entrée en Allemagne. Au *Stahlhof* de Düsseldorf, les dirigeants de la RSG ne sont bien sûr pas dupes. L'Arbed est au courant. Le 11 septembre déjà, Heimann-Kreuser avait rendu visite au Dr. Peter Mathies du *Reichswirtschaftsministerium*. Le conseiller de gouvernement lui avait alors spontanément offert de l'accompagner dans une séance de travail où Trendelenburg, devant les représentants de la *Wilhelmstraße* et les émissaires des différents pays du *Reich*, faisait le point de la question. Face au raz de marée des protestations de la Ruhr, le secrétaire d'Etat avait déclaré qu'il fallait considérer «*la convention de la Sarre [...] comme étant foutue*»* !⁴⁸

Par suite des nouveaux retards intervenus dans le dossier du contingent, Mayrisch perd patience. Las des éternelles manœuvres dilatoires de la rue de Madrid, il jette par-dessus bord le résidu de loyalisme qu'il éprouvait encore à l'égard de la Grande Nation pour s'aventurer désormais sur la corde raide d'une entente séparée entre les Allemands et son propre groupe, à l'exclusion même des autres forges du Grand-Duché ! Outre un *Sonderabkommen*⁴⁹ pour ses usines du Luxembourg, il entame simultanément des pourparlers en vue de négocier le ralliement de Burbach aux *Verbände* westphaliens. Le temps presse, car dans le territoire administré par la SDN, les événements se précipitent : les Röchling de Völklingen viennent de rompre définitivement avec les industriels français engagés en Sarre,⁵⁰ tandis que les premières rumeurs sur la vente imminente des parts de Nord et Lorraine dans le *Neunkircher Eisenwerk* au groupe allemand d'Otto Wolff font entrevoir un prochain renversement des rapports de force au sein du Comité des Forges de Sarrebruck.⁵¹ Inutile de préciser : si Burbach restait à l'écart, la filiale de l'Arbed menacerait d'être devancée par ses concurrents ... et d'obtenir finalement des conditions moins avantageuses au moment de son adhésion à la RSG qui, tôt ou tard, deviendra de toute façon inéluctable.

A Paris, le message a été compris. Serruys, De Wendel et consorts sont maintenant non seulement conscients qu'il faudra rebrousser chemin et revenir sur le compromis du 16 juin ; ils sont en plus «*convaincus qu'il est impossible d'obtenir la mise en vigueur de l'accord de Luxembourg sur la base primitive, [mais] que de sérieuses concessions seront nécessaires de leur côté*». ⁵² Et puisque, soucieux de garder la face, ils répugnent à s'adresser directement à Thyssen, ils prient, non sans grincer des dents, Vicaire de laisser un petit mot à son supérieur hiérarchique : «*M. Mayrisch rendrait aux maîtres de forges français un service qu'ils apprécieraient grandement, en amenant les Allemands à proposer la reprise des pourparlers*» !⁵³ L'Arbed n'a qu'à se féliciter de la nouvelle tournure. En frayant le chemin aux négociations de l'*Entente Internationale de l'Acier*, son patron finira par s'imposer comme l'*«irremplaçable»*⁵⁴ médiateur entre les ennemis d'hier ... et réussira à tirer son épingle du jeu.

⁴⁸ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 11.09.1925.

⁴⁹ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 10.11.1925.

⁵⁰ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 29.08.1925.

⁵¹ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 19.11.1925. Mayrisch semble entretenir d'excellents contacts avec l'industriel Otto Wolff avec lequel, ensemble avec Poensgen, il a passé en octobre 1925 un «*arrangement*»* séparé consacré aux exportations de rails à gorge. Ibid. Heimann-Kreuser à Mayrisch, 02.11.1925.

⁵² ARBED, AC., s.c., «Vicaire», Vicaire à Mayrisch, 23.01.1926.

⁵³ ARBED, AC.7501, Conversation [de Vicaire] avec M. Laurent, 22.12.1925.

⁵⁴ BARIÉTY J., *Le rôle d'Emile Mayrisch entre les sidérurgies allemande et française après la première guerre mondiale*, in : *Relations internationales*, Institut Universitaire de hautes Etudes Internationales, Genève, 1(1974), p.134.

Conclusion

Que Mayrisch ait progressivement pu échanger son rôle d'*outsider* contre celui d'un acteur clé sur la scène du grand capital sidérurgique européen est, dans une très large mesure, le fruit du personnel cosmopolite au service de l'empire multinational édifié par la communauté d'intérêts Arbed-Terres Rouges au lendemain du conflit de 14-18. Grâce à leurs multiples contacts de choix auprès des administrations et des chambres professionnels étrangères, en l'occurrence françaises, sarroises et allemandes, ces cadres supérieurs ont toujours su fournir à leur patron des renseignements de première main en provenance de tous les camps intéressés. Leurs conseils judicieux et leurs jugements lucides font d'eux les vrais pères spirituels de la tactique originale du Luxembourgeois qui, après avoir misé d'abord sur ses relations en Belgique et en France, tourne rapidement casaque pour forger «*un maximum de chaînes afin de [se] lier aux messieurs de la Rohstahlgemeinschaft*»*.⁵⁵

Aussi ne faut-il point s'étonner des réactions plutôt véhémentes déclenchées par l'individualisme grandissant de «*papa Mayrisch*»⁵⁶ dont le mythique «*génie de conciliation*»⁵⁷ consiste en réalité à tirer le meilleur parti de son réseau étoffé d'informateurs pour dresser les différents protagonistes de la question sidérurgique européenne les uns contre les autres. Sa politique peu respectueuse des rapports de force consacrés à Versailles alarme non seulement la diplomatie à Bruxelles, qui «*s'inquiète vivement*»*⁵⁸ du changement «*d'orbite économique*» effectué par le petit partenaire de l'UEBL ;⁵⁹ ses menaces à peine voilées de substituer aux conversations multilatérales un marchandage contracté en sous-main par les Acieries Réunies et la RSG donne du fil à retordre également aux dirigeants du Comité des Forges et du ministère du Commerce à Paris. Sans prononcer ouvertement le mot, d'aucuns aux bords de la Seine parlent à l'époque de trahison ! Les rapports confidentiels de Vicaire à son supérieur hiérarchique en disent long : «*à un certain moment, plusieurs experts [Serruys, De Wendel, etc.] semblaient reprocher à notre société d'avoir rompu l'alliance [...] en faisant avec les Allemands un arrangement séparé*». ⁶⁰ Mayrisch l'échappe finalement belle, en partie parce que ses détracteurs ont entre-temps trouvé en les propriétaires français de Neunkirchen un autre bouc émissaire auquel ils imputent l'effondrement de «*l'unité de front*» franco-sarrois, mais aussi parce que le directeur général de l'Arbed, en dernière minute, a laissé tomber son projet d'un *Sonderabkommen*, à condition que la rue de Madrid accepte l'intégration de sa filiale de Burbach dans les cartels allemands !⁶¹

⁵⁵ ARBED, AC.7501, Heimann-Kreuser à Mayrisch, 14.10.1925.

⁵⁶ PAILLAT Cl., *Dossiers secrets de la France contemporaine*, t.2. *La victoire perdue. 1920-1929*, Ed. Laffont, Paris, 1980, p.173.

⁵⁷ SCHLUMBERGER J., *Émile Mayrisch*, in : AMIS DE COLPACH, *Colpach*, Imp. Victor Buck, Luxembourg, 1978, p.37.

⁵⁸ *Luxemburger Tageblatt*, édition du 03.07.1925.

⁵⁹ MAEB, B.12, Nieuwenhuys à Vandervelde, 03.12.1925.

⁶⁰ ARBED, AC.7501, Note [de Vicaire] pour M. Mayrisch, 19.01.1926, op.cit.

⁶¹ ARBED, AC., s.c., «Vicaire», Vicaire à Mayrisch, 23.01.1926, op.cit.